

Budget fédéral : Réduire les moyens de la coopération universitaire au développement, une fausse bonne idée

Geplaatst op donderdag 15 november 2012 | 



Relever les défis globaux du monde d'aujourd'hui passe aussi par l'accès à un enseignement supérieur et universitaire ainsi qu'une recherche de qualité dans les pays en développement. Ajustement du budget 2012, préparation du budget 2013 avec le possible transfert des compétences dites « usurpées » : la coopération belge au développement est mise sous pression et l'avenir de la coopération universitaire menacé.

La Commission universitaire pour le Développement (CIUF-CUD, à laquelle participent toutes les universités francophones de Belgique) et la Fédération des Étudiants francophones (FEF) s'associent pour affirmer qu'en temps de crise, réduire les moyens de la coopération universitaire au développement est une fausse bonne idée.

Personne ne conteste plus aujourd'hui que **développement économique et développement humain vont de pair avec l'accès à l'enseignement**, en particulier l'enseignement supérieur universitaire[i]. Et donc de pair avec les investissements que les pouvoirs publics consentent dans ce domaine de même qu'avec les capacités qu'ont les institutions elles-mêmes à générer des revenus propres.

Principaux laboratoires d'idées innovantes et transmetteurs de savoirs complexes, les universités cultivent en effet des compétences et produisent une grande partie de l'expertise nécessaires à une gestion autonome des transformations technologiques, économiques, sociales, ou encore culturelles et à leur équilibre. Elles sont à ce titre l'un des **acteurs majeurs de notre société de la connaissance**. Si bien qu'une recherche et un enseignement supérieur de qualité constituent aujourd'hui l'un des **prérequis essentiels du développement et d'une croissance économique responsables, durables**.

En remplissant leurs missions de **formation, de recherche et de services à la société**, les universités, au Nord comme au Sud, œuvrent à la constitution et au renouvellement continual d'une **communauté de femmes et d'hommes amenés à mettre en œuvre ces savoirs et à ainsi jouer un rôle actif dans le développement de leur pays et de leur région**. Elles contribuent par là à entretenir leur capacité nationale non seulement à l'utilisation, mais aussi à la gestion et la production de connaissances nouvelles et favorisent de la sorte la réduction des inégalités et la réduction de la pauvreté.

Dans les situations de pauvreté ou « de crise » – qu'il s'agisse du quotidien d'un pays en développement ou du vécu plus ou moins ponctuel d'un pays tel que le nôtre –, **le soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur et universitaire est donc plus que jamais fondamental**. Cela vaut d'ailleurs, estiment le CIUF-CUD et la FEF, aussi bien en matière de financement direct de notre enseignement universitaire propre qu'en matière de coopération au développement.

Dans ce domaine, **le renforcement des capacités des universités des pays du Sud constitue un maillon déterminant sans lequel toute autre politique ne peut suffire seule**, qu'il s'agisse, par exemple, de soutien à l'enseignement de base, au secteur des soins de santé primaire, à la formation technique, au secteur privé,...

Compte tenu de la globalité des enjeux auxquels notre société est confrontée, **la coopération universitaire représente en outre un investissement répondant à des préoccupations communes à nos pays et aux pays partenaires**. Elle renforce les universités du Sud non simplement comme moteurs du développement de leurs pays, mais

également pour **apporter, dans une optique de solidarité internationale, une réponse Nord-Sud aux défis partagés** que sont l'économie mondialisée, les migrations, la sécurité alimentaire, les changements climatiques et environnementaux, les progrès de la démocratie,...

Depuis plus de quinze ans, les universités belges ont uni leurs forces et leur expertise pour accompagner leurs homologues des pays en développement dans cette optique de renforcement mutuel et où l'enseignement et la recherche universitaires rejoignent les préoccupations de terrain et jouent un rôle moteur dans les processus de développement. **Un arrêt brutal du financement de la coopération universitaire mettrait à mal l'impact et la poursuite tant du travail accompli que des relations humaines et institutionnelles qui le sous-tendent.** Il signeraient la fin du soutien que nous apportons au rôle moteur des universités dans le développement.

De **sévères coupes dans le budget de la coopération au développement** sont annoncées dans le cadre de l'ajustement budgétaire 2012 et de la préparation du projet de budget 2013 par le gouvernement fédéral belge. **Des coupes auxquelles s'ajouteraient l'abandon du financement par l'État fédéral des compétences dites « usurpées » parmi lesquelles figure la coopération universitaire.**

La FEF, qui s'était déjà mobilisée l'an passé pour défendre le budget de la coopération universitaire au développement, organise ce samedi 17 novembre, un rassemblement avec d'autres associations communautaires, nationales, européennes, à Bruxelles, afin de **défendre la vision de l'enseignement comme réponse à la crise**. Pour la FEF, les coupes budgétaires ne doivent pas toucher l'enseignement et ainsi affecter sa qualité, alors qu'il est garant de notre avenir. Au contraire, il faut refinancer l'enseignement à hauteur de ses besoins.

La Commission universitaire pour le Développement et la FEF entendent défendre le caractère essentiel de la coopération universitaire dans l'aide au développement. Ils plaident donc pour le **maintien de moyens financiers adéquats** pour permettre la poursuite des actions et, **en cas de transfert vers les Communautés, pour une transition concertée et mûrement réfléchie** qui garantisse la continuité du service, le respect et l'intérêt de toutes les parties concernées.